

<https://tarn.demosphere.net/rv/17592>

**samedi 29 octobre 2022 à 11h**

**Lieu : Gaillac**

**Rassemblement au Testet (Sivens), 8 ans après la mort de Rémi Fraisse**

**samedi 29 octobre 2022 à 11h**

**C'était il y a 8 ans. Sur la ZAD de Sivens, le 26 octobre 2014, Rémi Fraisse jeune de 21 ans, était assassiné** par une grenade lancée par un gendarme aux ordres d'un gouvernement « socialiste ». Depuis, le gendarme a bénéficié d'un « non-lieu » et la famille de Rémi demande toujours justice.

Début juillet 2016, le projet de barrage de Sivens était jugé illégal par les tribunaux : la résistance était plus que légitime. Pour autant, les violences exercées par les milices pro-barrage et les forces de « l'ordre » sur les militants.tes écologistes ont été nombreuses et demeurent, elles aussi, impunies.

**En 2022, les Projets Nuisibles et Imposés sont nombreux. En face, les Résistances sont actives et inventives. La parole sera donnée aux collectifs en lutte\*.**

Rendez-vous Samedi 29 octobre :

- **11H - à Gaillac**, parking de l'espace commercial de Piquerouge, pour un départ groupé vers Sivens, à la Maison de la Forêt.
- **12H - à la Maison de la Forêt de Sivens** - Pique-nique - Auberge espagnole ( Maison forestière de Sivens - La Jasse - 81310 LISLE SUR TARN)
- **14H - à la Maison de la Forêt de Sivens** - Prises de parole
- En suivant, **Balade à pied jusqu'à l'ancienne zone humide du Testet**, ancien emplacement de la Zad, là où est tombé Rémi Fraisse.

**\* La parole des opposant-e-s aux différents Grands Projets Inutiles et Imposés dans le Sud-Ouest et Ailleurs est BIENVENUE. Pendant le Pique-nique, signalez-vous pour organiser les prises de parole à 14h.**

Nous restons fermes et déterminé.es à poursuivre nos luttes :

Pour une agriculture saine pour le vivant - Pour la préservation des biens communs : l'eau, l'air, les végétaux et les animaux - Pour la préservation des zones humides - Pour que justice soit rendue à Rémi et à toutes les victimes de violences d'État - (...)



le projet de retenue [collinaire] n'avance pas, mais cela ne veut pas dire qu'il est abandonné », dit Françoise Blandel, du Collectif pour la sauvegarde de la zone humide du Testet. Si le premier projet de barrage a été écarté, l'idée d'une ou plusieurs retenues d'eau dans le secteur semble toujours d'actualité. Cet été, en pleine sécheresse, le président du département du Tarn, Christophe Ramond, [a asséné le credo des probassines](#) : « Il y a urgence à créer des réserves d'eau en hiver pour les utiliser en été. » Les réunions ont repris [en septembre](#), non sans tension. Quant à l'État, qui avait pourtant annoncé [reprendre la main sur le dossier](#), il est pour le moment aux abonnés absents.

## DANS LE SUD-OUEST, L'EAU TOUJOURS SOURCE DE CONFLIT



© Stéphane Jungers / Reporterre

Signe de la fébrilité locale, fin août, Serge Bousquet-Cassagne, le président de la chambre d'agriculture du Lot-et-Garonne a proposé de venir « [terminer le travail](#) » à Sivens. Sous-entendu : venir construire un barrage sans attendre la concertation ni les autorisations. L'agriculteur est un habitué du passage en force : en 2019, il avait creusé, avec d'autres irrigants, une retenue gigantesque de 920 000 m<sup>3</sup> — l'équivalent de 245 piscines olympiques — près de Caussade. En toute illégalité. Il a été [condamné à de la prison avec sursis](#) et à des amendes ; l'État a également ordonné de vider le barrage et de remettre en état la zone... ce qui [n'a toujours pas été fait](#).



Le barrage de Caussade forme une retenue d'eau de 20 hectares. © Alain Pitton/Reporterre

### « On va être obligés de remonter au front »

Ailleurs dans le Sud-Ouest, des conflits surgissent, de manière récurrente, autour de l'eau. Le bassin est l'un des plus vulnérables au [changement climatique](#). Et l'agriculture y dépend fortement de l'irrigation. Maïs, arbres fruitiers, semences... « Avec 986 millions de mètres cubes en 2016, les prélèvements agricoles représentent 42 % du total des prélèvements sur l'année, et près de 80 % des prélèvements en été », indique le [comité de bassin Adour-Garonne](#). L'irrigation attire, car elle est rémunératrice et permet aux agriculteurs de travailler sous contrat avec de grosses entreprises qui, rassurées par la présence de réserves d'eau, achètent par avance les productions. À l'inverse, environnementalistes et partisans d'une autre agriculture critiquent l'appropriation d'un bien commun pour le bénéfice d'une minorité, alors que d'autres cultures moins exigeantes en eau pourraient être menées.

En Ariège, un projet de détournement de rivière pour augmenter la capacité du lac de Montbel suscite ainsi [l'inquiétude des écologistes locaux](#). Dans les Landes, des agriculteurs ont bloqué l'accès à la maison du président de l'association environnementale Sepanso ; en cause, un [litige autour du pompage pour l'irrigation](#). Les [manifestations probassines](#) répondent aux [recours des militants écologistes](#).



La zad à Sivens, en 2014. [Flickr/CC BY-NC-ND 2.0/Metronews Toulouse](#)

« Il y a un durcissement des positions, constate Sabine Martin, membre de FNE dans le Tarn-et-Garonne. La sécheresse et les pénuries de cet été, au lieu de provoquer une prise de conscience sur l'importance d'économiser l'eau, ont été utilisées comme un instrument de propagande pour relancer de nouvelles retenues. » Pour Cécile Argentin, « on va être obligés de remonter au front. Les élus locaux remettent de l'huile sur le feu en allant dire partout que les retenues sont LA

solution, alors que c'est faux. Ils se comportent en irresponsables ».

### « La concertation n'a pas apaisé les tensions »

En 2015, quelques mois après le drame de Sivens, Ségolène Royal, alors ministre de l'Écologie, avait pourtant esquissé une sortie de crise, en tentant d'encadrer la réalisation des retenues. Pour bénéficier de subventions des Agences de l'eau, les retenues devraient dorénavant s'intégrer dans une concertation, selon les modalités d'un « projet de territoire » pour la gestion de l'eau (PTGE). Objectif : mettre tout le monde autour de la table plutôt que dans la rue ou devant les tribunaux.

« Dans ce cadre, on peut réfléchir plus globalement au développement économique du territoire, à la préservation de l'eau, à l'avenir agricole, explique Aude Witten, directrice adjointe de l'Agence de l'eau Adour-Garonne. Il peut y avoir des projets de retenue qui émergent, mais pas uniquement. »

Prendre du recul pour dépassionner les débats : l'idée peut sembler bonne, sauf que dans les faits, « la concertation n'a pas permis d'apaiser les tensions », constate une salariée de FNE Midi-Pyrénées. Les projets de territoire sont en effet souvent vécus comme « une stratégie des écologistes pour empêcher les bassines » par les irrigants. Sur la dizaine de concertations lancées dans le Sud-Ouest, très peu ont abouti.

Mais l'Agence de l'eau et le comité de bassin Adour-Garonne entendent relancer le dispositif : ils visent 88 PTGE d'ici 2027. « Si on ne fait rien, le déficit d'eau sur le bassin sera multiplié par cinq d'ici 2050, rappelle Aude Witten. Il faut trouver des solutions pour économiser, mais aussi pour garder l'eau sur notre territoire. » Par la restauration des sols et des zones humides pour améliorer le stockage d'eau, le développement de la réutilisation des eaux usées, l'optimisation des plans d'eau existants ou sous-utilisés [1]. « La création de retenues n'est qu'une option parmi d'autres », insiste-t-elle.

^^

<https://www.ladepeche.fr/2022/10/30/sivens-un-hommage-a-remi-fraisse-10771704.php>Lisle-sur-

### Tarn. Sivens : un hommage à Rémi Fraisse



- Prises de paroles sur les différents combats écologiques. DDM, P.G.

Publié le 30/10/2022 à 05:10

C'était il y a 8 ans. Le 26 octobre 2014, l

Rémi Fraisse décédait lors d'une manifestation à Sivens après l'explosion d'une grenade assourdissante lancée par un gendarme.

Ce samedi, une soixantaine de personnes se sont réunies à Sivens pour honorer la mémoire du jeune militant écologiste, mort à l'âge de 21 ans.

Un rassemblement surveillé par la gendarmerie qui a patrouillé sur le site tout au long de la journée. Histoire de vérifier que des agriculteurs pros barrage ne viennent pas la perturber comme cela a pu être le cas lors de précédents anniversaires ; dans le même temps, les gendarmes ont aussi, dans la matinée, relevé les identités et les plaques d'immatriculations de certains véhicules, ce qui a exaspéré certains des manifestants. Mais le rassemblement s'est déroulé dans le calme.

Les militants écologistes en ont profité pour faire le point sur la situation du projet de territoire, cette tentative de conciliation entamée après l'abandon de la retenue de Sivens. Ce projet de territoire doit notamment tenter de trouver une solution à la gestion de l'eau dans la vallée. Si agriculteurs et associations environnementales ont réussi à se mettre d'accord sur certaines solutions comme l'utilisation plus collective des retenues collinaires ou la réalisation d'une canalisation à partir du Tarn, l'éventualité d'une nouvelle retenue à Sivens fait toujours débat. Notamment avec l'évolution climatique.

La dernière étude sur ce dossier qui n'a pas donné lieu à publication a requalifié le secteur de Sivens de zone humide. Ce qui tendrait à protéger le site de tout projet.

On est aussi sans nouvelle de l'action des deux experts médiateurs nommés fin 2021 par la ministre de l'écologie de l'époque. Ils sont censés remettre un rapport au ministère. Mais quand et sur quoi. Nul ne le sait.

P.G.